

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

23^{ème} année - N° 4351 - Mercredi 05 Avril 2023 - Prix : 200 Fc

DIPLOMATIE :

Une concertation sur la bonne gouvernance de l'Union Africaine



VIRUS MARBURG EN TANZANIE :

Le pays en état d'alerte

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

13 Ramadan 1444

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 31 Mars 2023**

Lever du soleil:

06h 11mn

Coucher du soleil:

18h 11mn

Fadjr : 04h 58mn

Dhouhr : 12h 14mn

Ansr : 15h 26mn

Maghrib: 18h 14mn

Incha: 19h 28mn



PROGRAMME MARS PAR VENUS :

Le programme Positiv'Lab baisse le rideau

Le programme Positiv'Lab marque la fin du programme mars par venus mis en place par Comor Lab en marge de la journée des droits de la femme. Animé par Maroita Hadji du positive impact consulting, « Positiv'Lab » a pour objectif de développer une communauté innovante et impactant à travers l'intelligence collective.

Lancé depuis début mars, le programme mars par venus de Comor'lab a baissé le rideau samedi 1er avril dernier avec « Positiv'Lab ». C'est un programme bimensuel lancé par Comor Lab en partenariat avec positive impact, l'objectif étant de développer une communauté innovante et impactant, à travers l'intelligence collective. Animée par Maroita Hadji, le but de Positiv'Lab est de regrouper différents profils pour une rencontre

d'échanges, d'inspiration et d'expérimentation d'outils.

Interrogée, le directeur opérationnel de Comor Lab Youssouf AbdoulMadjid a expliqué que cette activité rentre dans le cadre du programme d'activités du mois de mars animées par des femmes aux multiples compétences. Durant tout le mois, Comor Lab a voulu faire quelque chose de particulière et de continuel dans le but de soutenir la femme comorienne dans l'inclusion du numérique et de mettre en valeur ses compétences. « Nous avons organisé dans notre espace de coworking une formation sur le leadership et l'entrepreneuriat au féminin, un talk autour de digital, des conférences, des ateliers etc. », souligne-t-il.

Le programme prend fin avec Positiv Lab, ce programme bimensuel va permettre de créer une com-

munauté innovantes et impactant, pour que cette communauté puisse créer des solutions au niveau des Comores, voire même à l'échelle internationale. « Nous avons sélectionné un peu de tout, des lycéens, des étudiants et des professionnels. Et dans ce noyau, l'on invitera toute personne qui voudra l'enrichir en termes de réflexions. Réfléchir sur la femme, c'est aussi une histoire d'homme et de femme, de génération. On réfléchit sur une problématique, une thématique féminine mais il faut différents profils, pour pouvoir trouver quelque chose de plus impactant », précise-t-il.

Après la séance, la formatrice-coach Maroita Hadji se réjouit de cette belle séance avec une jeunesse comorienne pleine d'espoir et de possibilités. « Une grande fierté de voir tout ce dynamisme et cet engouement autour du Positiv'Lab,



le lancement du concept était une réussite», renchérit-elle, avant d'ajouter que « après la séance de ce jour, chacune de ces jeunes femmes doit animer une séance de positiv'lab auprès des jeunes femmes de son

environnement pour identifier leurs défis. Positiv'lab va développer une communauté exclusivement de jeunes femmes. Le prochain positiv lab aura lieu samedi 20 mai ».

Andjouza Abouheir

TOURNÉE IFTAR DE LA CRC À NGAZIDJA

C'est indigeste pour le commun des mortels

Dans un contexte local marqué par une inflation record 18,04% au premier semestre et le retour des délestages intempestifs de l'électricité, notamment aux heures de rupture du jeûne, l'opinion digère de moins en moins mal l'iftar politique du parti présidentiel. Sur la toile, la polémique s'enfle et les internautes n'y vont pas de mains mortes pour épinglez les organisateurs.

Si l'initiative en soit n'est pas mauvaise, c'est le contexte dans lequel se déroule la tournée iftar de la Convention pour le Renouveau des Comores (CRC) qui provoque l'ire de l'opinion. Il suffit de faire un tour dans les plates-formes d'échange électronique et des

réseaux sociaux pour s'en apercevoir. La médiatisation à outrance de ces iftar dans cette période marquée par la hausse vertigineuse du coût de la vie et la crise de l'énergie qui frappe l'ensemble du pays passe difficilement aux yeux du citoyen lambda.

« A vrai dire je ne comprends pas l'objectif de faire le tour des villes de Ngazidja pour le foutour, accompagnés par les membres de l'administration publique... Et dans chaque ville, des grands banquets bien garnis les attendent, et ils festoient en riant aux éclats dans l'entre soit, et partagent photos et vidéos sur les réseaux sociaux... Quel en est le message ? Juste pour rappel 44,5% de la population vit sous le seuil de pauvreté et en cette période d'infla-

tion, beaucoup ont du mal à acheter de quoi couper le jeûne », fulmine Fahmy Thabit dans un poste publié sur son mur Facebook.

Selon Abdoulmadjidi Iliassa, le message c'est d'afficher l'indifférence de ce parti politique face à la misère qui étouffe le peuple victime de la mauvaise gouvernance de leur gouvernement. « C'est de l'irresponsabilité pure et simple. Ils auraient largement le temps, après ce mois de ramadan de mener leur campagne », regrette-t-il dans son commentaire.

« Lamentable, pendant que le comorien lambda passe misérablement un ramadan chaotique marqué par la flambée des prix des produits de première nécessité, cette bande de copains sillonne sans scrupules leurs villages pour leur montrer

qu'ils n'ont rien à faire avec des gens qui souffrent. Que Dieu protège notre jeunesse contre le covid-wufwarisme inchallah », s'émue de son côté Bourhani Said.

« Cette caravane iftar-tour qui s'invite chez les misérables est une vraie dramaturgie. Les gens souffrent en silence et jouent un rôle comme dans une pièce de théâtre. Les caravanistes s'invitent chez eux, non pas pour parler de l'inflation ou annoncer une réforme majeure. Mais pour parler de paix et stabilité en plein mois de ramadan, le mois où il y'a une vraie diminution de la délinquance juvénile. Ils mangent bien disent-ils, mais les autres villageois mangent bien ? Un responsable politique doit savoir comment les autres font pour joindre les deux

bouts du mois surtout le mois de ramadan. Il faut oser aller au marché comprendre le quotidien du comorien. Après les inaugurations, les ateliers, vendredi-tour, maintenant place à l'iftar-tour. Ils ne savent pas faire une trêve politique», enrage Abu Ymane dans une de ses publications.

Et d'enchaîner : « dans les plus grandes démocraties, on constate toujours une trêve politique dans la période des fêtes religieuses justement pour respecter ces moments-là où les familles se retrouvent, le politique fait une trêve. S'il s'expose pendant cette période c'est juste venir en aide aux plus vulnérables. »

Maoulida Mbaé

RAMADAN ET GROSSESSE :

Les risques sont très élevés pour le bébé et pour la mère

Lors d'un entretien avec la major du district sanitaire de Mboueni, Neemati Saïd Adam, concernant les effets du jeûne sur la grossesse, la sage-femme parle de certaines complications chez le bébé et la mère pendant les trois trimestres en cas de jeûne.



Les avis divergent quant au rapport entre le jeûne du Ramadan et la grossesse. Contrairement aux chefs religieux qui attestent que le jeûne n'est pas obligatoire chez les femmes enceintes, celles qui allaitent, ainsi que les

malades, les médecins affirment que la femme enceinte peut pratiquer le jeûne durant le ramadan à condition d'être suivi par un médecin ou une nutritionniste. Neemati Saïd Adam, major du centre médical de Mboueni à Moroni, qui apporte des précisions sur les effets du jeûne sur la grossesse. Pour elle, la période de grossesse se divise en trois trimestres dont chacun constitue une étape de la formation du fœtus. « Un jeûne durant le premier trimestre peut accentuer les nausées et les vomissements. Car en général, la femme enceinte n'a pas d'appétit alors que c'est dans ces trois premiers mois que le bébé trouve ses perfections mentales. Donc au cas où, la mère ne se nourrit pas convenablement, le bébé peut naître avec des troubles mentaux », précise-t-elle. Et de poursuivre : « Le deuxième

trimestre, c'est une période de formation des organes et des membres supérieurs et inférieurs. Lorsque la femme se trouve dans une carence alimentaire, l'enfant peut naître avec une malformation, ou être handicapé », enchaîne-t-elle.

Quant au troisième trimestre, il s'agit d'une période de croissance intense du bébé qui demande beaucoup d'énergie. « Ainsi le bébé à naître prend près des deux tiers de son poids total entre le 7ème et le 9ème mois. Un jeûne pourrait compromettre la croissance du bébé si la maman ne parvient pas à avoir une alimentation variée et équilibrée », conseille-t-elle.

Se focalisant sur le plan religieux, la sage-femme admet qu'il est obligatoire pour chaque musulman de pratiquer le jeûne. Une obligation

qui pousse certaines femmes enceintes à s'exposer aux risques de la grossesse. « La femme enceinte a le droit de reporter son jeûne à un autre mois de l'année histoire de s'en sortir saine et sauve avec son enfant. En revanche, si elle persiste à faire le jeûne au risque de se créer des complications immédiates, elle pourrait avoir des répercussions graves ici-bas, de mettre au monde un enfant prématuré ou handicapé », souligne-t-elle. Ainsi il faut retenir que la pratique du jeûne chez la femme enceinte est très défavorable au niveau de sa santé. Toutefois la pratique de ce rituel peut dépendre de la santé de la mère avec l'avis permanent de son assistant médical.

Kamal Gamal

DIPLOMATIE :

Une concertation sur la bonne gouvernance de l’Union Africaine

Pour mieux se préparer et bien travailler, le ministre des affaires étrangères, Dhoiher Dhoukamal président du conseil exécutif de l’Union africaine et Mohamed Issimaila président de la cellule nationale de coordination et d’accompagnement de la présidence comorienne de l’Union Africaine, ont organisé ce mardi 4 avril, une réunion d’information et de sensibilisation en vue de se préparer en mettant en place un système administratif pour ces 100 premiers jours de la présidence comorienne de l’UA.

C’est dans la salle de conférence du ministère des affaires étrangères qu’a eu lieu la première réunion de la cellule nationale de coordination et d’accompagnement de la présidence comorienne de l’UA, en présence des secrétaires généraux et certains ministres. Une réunion jugée nécessaire par le président du conseil

exécutif et le président de la cellule qui demandent aussi l’implication de tous les secrétaires généraux. C’était aussi l’opportunité de montrer la mise en œuvre des thématiques prioritaires retenues par le président Azali Assoumani. Le chef de la diplomatie a rappelé le rôle déterminant de toutes les institutions nationales (ministères, agen-

ces, direction...) dans la réussite de l’actuelle présidence de l’Union africaine. « Cette année, nous sommes les porte-paroles de l’Afrique », a-t-il souligné. De son côté, le président de la cellule Mohamed Issimaila a décliné les cinq axes prioritaires de la présidence comorienne de l’UA, à savoir paix et sécurité, sécurité alimentaire, changement climatique, économie bleue et promotion et défense des intérêts des Etats insulaires en développement. Il a également insisté sur l’appui des ministères à la cellule, en qualité de « bras technique » dans le cadre diverses thématiques et surtout dans la réalisation des actions prévues au cours

de 100 premiers jours de la présidence de l’UA. « Il y a les actions à réaliser pour ces 100 premiers jours par l’ensemble des équipes mobilisées. L’agenda est soumis au président. On attend de chaque ministère d’apporter son appui pour la réalisation effective de ce plan », a insisté le porte-parole de Beit Salam. Toutefois, il a fait un compte rendu de la première tournée du président de l’UA, notamment la délégation envoyée par le président Sud-africain, Cyril Ramaphosa, au sujet d’une solution africaine concernant la guerre en Ukraine et la rencontre en tête-à-tête avec le premier ministre Ethiopien. Une rencontre bilatérale (3 ministres

éthiopiens attendus à Moroni ce mois-ci) et multilatérale pour le compte de l’UA et la réunion avec la commissaire de paix et sécurité, sans oublier la réunion virtuelle avec les membres de son Bureau de l’UA. Au nom des ministres, le ministre des télécommunications, Kamalidine Souef a salué l’initiative du président du conseil exécutif et de la cellule de coordination et a indiqué la disponibilité et l’engagement des ministères à œuvrer inlassablement dans la réussite de la présidence comorienne de l’Union africaine.

Nassuf Ben Amad

SOCIÉTÉ

A Mohéli, la crainte d’un black out totale en plein ramadan

L’unique groupe électrogène fonctionnel à la centrale de la SONELEC à Mohéli n’arrive plus à répondre à la demande. Les responsables de cette société au niveau de l’île sollicitent une réduction de l’utilisation massive des appareils électroménagers, surtout les après midi pour éviter une surcharge électrique dans la centrale thermique.

La SONELEC au niveau de Mohéli traverse depuis quelques semaines une période très difficile puisqu’elle ne possède qu’un seul générateur qui alimente l’ensemble de l’île 24h sur 24h alors qu’il vient de dépasser largement sa période de révision. Face à cela, les responsables de la société mènent une campagne de sensibilisation pour convaincre sa clientèle à réduire sa consommation en ce mois de ramadan de peur d’une surcharge au niveau de la centrale. Les ménages sont priés de réduire l’utilisation massive de leurs appareils électro-

ménagers et de préparer leur iftar entre 10h et 14h afin d’éviter les coupures intempestives. Mais la Sonelec semble prêcher dans le désert puisque les consommateurs maintiennent leurs habitudes et les coupures se multiplient. En effet selon les techniciens de la SONELEC, c’est au mois de ramadan que la consommation électrique atteint son pic par rapport aux autres mois de l’année. Le seul groupe électrogène actuellement assure une production maximale de 1900Kwh, soit 2 mégawatts. Alors que sa capacité maximale est de 2,5megawatts. « Effectivement nous avons pris toutes les dispositions nécessaires pour que les habitants soient à l’aise en ce mois. C’est pourquoi nous avons véhiculé le message partout même dans les mosquées pour conscientiser la population sur la situation que nous traversons actuellement » s’explique Bianrifi Youssouf le chargé de communication de la SONELEC. Et lui de conseiller : « il faut bien surveiller la



consommation d’électricité dans les ménages même si ce sont eux qui rechargent leur courant. Car une mauvaise gestion de l’électricité aura certainement un impact à la centrale. Et c’est ce que nous craignons ». Les sociétés d’État et les admi-

nistrateurs sont également priées d’éteindre si c’est possible les climatiseurs à chaque heure de sortie du travail. Car cela, selon eux, va permettre au groupe de se libérer. A noter que la centrale thermique de la SONELEC Mohéli possède un deuxième groupe électrogène qui est

en panne depuis longtemps. C’est pour dire que si cet unique générateur en service tombe en panne, c’est toute l’île qui sera plongée dans le noir pendant une durée difficile à estimer.

Riwad

VIRUS MARBURG EN TANZANIE :

Le pays en état d’alerte

La proximité entre la Tanzanie et les Comores pousse les autorités sanitaires à miser sur la vigilance. Le pays est en d’alerte face au virus Marburg qui a fait son apparition en Tanzanie. Les autorités sanitaires sont en phase de préparation et de sensibilisation pour toute éventualité.

Après le Rwanda et l’Ouganda, c’est autour des Comores de déclencher l’alerte face au virus Marburg. Détecté en Tanzanie dans la région Kagera au nord-ouest du pays depuis le 21 mars dernier, le virus Marburg de type Ebola a réussi à tuer cinq personnes et plus de 200 cas contacts recensés. Dans le pays, le ministère de la santé a annoncé à travers un

communiqué une surveillance accrue aux frontières aériennes et maritimes, et une mise en alerte des équipes d’intervention rapide pour isoler d’éventuels malades entrant dans le territoire. Joint par nos soins,



le responsable de la surveillance épidémiologique Dr Ibrahim Mhoumadi a confirmé que le pays est en alerte. « Nous sommes actuellement en train de sensibiliser les prestataires des soins, les médecins

dans les différents hôpitaux par rapports aux symptômes de la maladie. Mais également avertir la population sur les risques de cette maladie étant donné la forte fréquentation des comoriens en Tanzanie, sur comment se comporter sur certaines situations », confie-t-il. Au niveau de l’aéroport, on aura le même mécanisme que celui de la covid à savoir la prise de température, la désinfection et détection de certains symptômes pour éviter toute surprise. Au niveau des ports, l’on procèdera à la désinfection des bateaux. « En attendant, le ministère de tutelle est en train d’élaborer le plan d’urgence de 72 heures pour mieux se préparer à toute éventualité », souligne-t-il. Notons que la maladie à virus

Marburg est extrêmement virulente et provoque une fièvre hémorragique, avec un taux de mortalité allant jusqu’à 88%. Les symptômes sont entre autres une forte fièvre, de sévères maux de tête et malaises. De nombreux patients développent des symptômes hémorragiques graves dans un délai de sept jours. Le virus est transmis aux personnes par des chauves-souris et se propage parmi les humains par contact direct avec des fluides corporels de personnes infectées, des surfaces et des objets contaminés. Il n’existe pas de vaccins ou de traitements antiviraux approuvés à ce jour contre le virus.

Andjouza Abouheir



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

APPEL A CANDIDATURE

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores recrute pour son **Unité de Coordination de Projet (UCP)**, un **consultant chargé de communication**.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfaree@yahoo.fr Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 29 mars 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 18 avril 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

Le ou la candidat(e) à retenir devra avoir :

- diplôme universitaire de niveau supérieur (Bac + 3 au moins) en communication ou domaines similaires ;
- Au minimum 5 ans d'expérience pratique et active dans l'élaboration et mise en œuvre de plan de communication ; dans un poste similaire sur la communication des projets financés par les partenaires au développement ou par le Gouvernement
- Bonne maîtrise du logiciel Office (Word, Excel, Powerpoint) et de l'Internet
- Familier avec les réseaux sociaux.
- Connaissance pratique du français, une connaissance moyenne de l'Anglais

- Aptitudes techniques/fonctionnelles

- Excellente capacité d'analyse, de synthèse, de communication et de rédaction
- Capacité à communiquer clairement et à partager les connaissances et informations
- Capacité à travailler de manière effective sous pression
- Sens des priorités et des délais ; rigueur et sens de l'organisation ; forte capacité de travail
- Capacité d'analyse, de négociation et résolution de problèmes ; sens de la communication
- Autonomie, proactivité, résistance au stress
- Expérience professionnelle pertinente sur des activités de communication institutionnelle et communautaire ;
- Aptitude à utiliser l'ordinateur et les applications Internet liées aux outils de communication et réseaux sociaux ;
- Bonne connaissance des médias
- Avoir une capacité d'écoute, de concertation et de négociation
- Avoir un esprit d'équipe

Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées.

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une **durée de 12 mois** avec une période d'**essai de 6 mois** renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12 mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores - Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés au Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet, sis au TOPING, en face de chez Docteur KASSIM

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le consultant chargé de communication sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le consultant chargé de communication est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.

JEUX DES ILES 2023

Les jeux se dérouleront exclusivement à Antananarivo

Au fur et à mesure que la date des jeux se rapproche, les choses se précisent quant au déroulé des compétitions et l'organisation de l'accueil des différentes délégations. Prévus au départ se dérouler dans quatre villes (Antananarivo, Majunga, Fort-Dauphin et Sainte Marie), les jeux se dérouleront finalement dans l'unique ville d'Antananarivo.

C'est en tout cas ce qui ressortait de la dernière visite des délégations des comités olympiques régionaux pour voir l'avancement des chantiers dans les différents sites. « Nous sommes allés voir comment les chantiers évoluent surtout à Majunga. Les



Image d'illustration

délégations ont constaté les retards en plus de cela nous avons fait le constat que toutes les disciplines

peuvent se disputer à Antananarivo », s'est exprimé le président du COSIC lors de la dernière Assemblée Générale devant les fédérations présentes. Et le président de continuer : « Dernièrement, ils nous ont informé que la décision est prise, les jeux se dérouleront entièrement dans la capitale Malgache. »

Autre information que le président du COSIC a bien voulu partager avec les participants concernant les douzièmes jeux de l'océan indien, c'est la question de l'hébergement. Contrairement à ce qui se fait habituellement dans ces genres d'évènements, les athlètes ne seront pas logés dans un village Olympique. « Ils nous ont informé

que par rapport à l'hébergement, il n'y aura pas de village Olympique, l'hébergement se fera exclusivement dans les hôtels de la place. Les autorités nous ont rassuré que leur capacité hôtelière est suffisant pour accueillir les athlètes et les délégations », a-t-il poursuivi.

Tout ça néanmoins, sera définitivement décidé lors de la prochaine réunion du Comité International des Jeux. « Au mois de mai prochain, une réunion du Comité International des Jeux (CIJ) va se tenir à Antananarivo pour décider définitivement de la marche à suivre » a conclu Ibrahim Mohamed Mze.

ASB

ENVIRONNEMENT

Djoiezi reboise le littoral pour limiter la montée des eaux

Une opération de reboisement sur le littoral de Djoiezi-Mohéli s'est déroulée ce dimanche 2 avril. Une initiative du MJCD (mouvement des jeunes cadres de Djoiezi) en partenariat avec le PNM (parc national de Mohéli). La sécurité civile (COSEP) et les associations communautaires ont pris part à cet événement.

C'est sous une pluie battante ce dimanche 2 avril que les jeunes de Djoiezi à Mohéli se sont mis à reboiser une partie du littoral de cette localité fortement menacée par la montée des eaux. Une opération qui a vu le jour grâce aux efforts du PNM avec la participation de la sécurité civile et toutes les associations locales. Ce sont des badamiers, des Acacia pycnantha et quelques plantes fruitiers qui poussent sur un sol argilo sableux qui étaient choisis pour cette opération.

L'objectif selon les responsables du MJCD est de limiter l'avancement de la mer sur les côtes. « On a coordonné avec les experts du PNM pour l'organisation de cette activité. Ce sont eux qui nous ont proposé le choix des arbres à planter. Comme le sol est sableux, avant de planter un arbre on mettait un peu d'argile avant la plantation. C'est la consigne donnée pour mieux s'assurer du développement des plantes » nous a expliqué Youssef Aboubacar secrétaire du MJCD.

clôturé d'un tissu de sac du riz ou de ciment supporté par des espèces de Thespesia populnea qui doivent à leur tour pousser. C'est une mesure qui consiste à protéger les plantes contre les animaux en divagations mais aussi de l'air salé qui n'est pas favorable si la plante ne s'est pas bien développée.

« Nous sommes prêt à accompagner le MJCD sur le suivi permettant d'assurer la protection de ces plants. Il faudra mettre en place un règlement auquel tout le monde sera tenu de respecter sous peine de sanction » a indiqué Moussa Ben Anthoy du PNM avant de poursuivre « je pense à un accord de cogestion entre Djoiezi et le PNM sur la gestion et le suivi de toutes les activités que nous aurions développées en partenariat. Je pense à l'activité de protection du littoral, la restauration de la forêt sèche de Mbangani, la gestion des poulpes et de toute autre activité que nous aurons à développer ensemble ».

A noter que le MJCD est un mouvement fraîchement créé pour le développement et qui essaie de trouver des solutions à certains problèmes auxquels fait face la ville de Djoiezi, en particulier dans la protection de l'environnement, l'éducation, et la cohésion sociale. D'autres activités sont également programmées et verront le jour prochainement.



Chaque pied de badamier a été

Riwad

Les petites Annonces de La Gazette

Adressez-vous au Service

ANNONCES CLASSÉES

La Gazette des Comores

Moroni Badjanani

Tél. : 763 26 20 BP 2216

E-mail: la_gazette@comorestelecom.km

Directeur Général

Liste des candidats admis au concours de recrutement des élèves contrôleurs de la circulation aérienne pour les aéroports de Bandar-es-Salama et Ouani.

Les candidats dont les noms suivent sont admis au concours de recrutement des élèves contrôleurs de la circulation aérienne

Numéro	NOMS ET PRENOMS	DATE DE NAISSANCE
1	MOEGNI MOHAMED IBRAHIM YOUNNA	07/03/2002
2	BOUHARI AHAMADA DJAE	25/07/1997
3	AL ANZIZEDINE	15/08/2000
4	ABDOULATUF OUILDANE	25/08/2003
5	NASSER EDDINE BEN DAOUD	07/05/1997
6	SAMHAOU ABDALLAH	23 /09 / 2002
7	DJAMBAE SAID HAFEZ	10/05/2003
8	ABDOUROIHAMANE FARID	08/03/2000
9	RAFIDA ABDOU	08 /08 /2000
10	NAYDI ABDALLAH	05 /08 /2002
11	ROIHAMATOU MAHAMOUD MOHAMED	02 / 06 / 2004

ADC présente ses sincères félicitation aux lauréats et les invite à compléter les procédures administratives, y compris les vaccinations requises par la République Fédérale d'Éthiopie, s'assurer que leurs passeports sont valides au moins un an.

La formation est prévue de se dérouler à l'académie de l'autorité de l'aviation civile d'Éthiopie à Addis Ababa, à compter du 05 Juin 2023, pour une durée de 3 ans.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

APPEL A CANDIDATURE

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores recrute pour son **Unité de Coordination de Projet (UCP)**, un spécialiste en Suivi Evaluation.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfaree@yahoo.fr Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 21 mars 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 10 avril 2023 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

Le Spécialiste en Suivi Évaluation de l'UCP devra :

- (a) Avoir un diplôme supérieur équivalent au moins Bac + 4 années, en Statistiques, informatique, Gestion de Projet ou autres domaines connexes;
- (b) Disposer d'une expérience professionnelle de 3 ans au minimum, dans le domaine du Suivi-Évaluation des projets de développement financés par la Banque Mondiale ou d'autres partenaires
- (c) Disposer des compétences avérées en gestion de projets en général et de suivi-évaluation en particulier.
- (d) Avoir une bonne connaissance en systèmes informatiques de suivi-évaluation et en définition d'indicateurs.
- (e) Avoir une maîtrise du français, la connaissance de l'anglais est souhaitée ;
- (f) Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point)
- (g) Avoir le sens de l'initiative et la capacité de travailler en équipe avec un minimum de supervision,
- (h) Avoir un esprit de contrôle, d'analyse et de synthèse
- (i) Le sens de la rigueur, de l'organisation et de respect de délai ;
- (j) Etre honnête et intègre ;
- (k) Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe.

Atouts :

- Expériences dans les projets financés par les partenaires au développement (BM, BAD, UE, AFD, BID, SNU etc).

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

2. LIVRABLES ET PERIODICITE

Rapports mensuel, trimestriel, semestriel et annuel de suivi

évaluation sur les réalisations significatives et montrant les progrès enregistrés.

PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6 mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12 mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores - Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés au Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet, sis au TOPING, en face de chez Docteur KASSIM

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le Spécialiste en Suivi Evaluation de l'UCP sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le Spécialiste en Suivi Evaluation de l'UCP est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflit d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.